

Le 2 avril, réussi, appelle à la poursuite de l'action !

Les retraité·es ont manifesté dans un contexte d'inquiétude et d'incertitude générées par la multiplication des conflits dans le monde, la montée du fascisme et des idées d'extrême droite. Elles et ils étaient plusieurs dizaines de milliers dans 120 rassemblements. La motion intersyndicale a été remise dans les préfectures et des audiences préfectorales ont été obtenues. L'UCR CGT sera reçue par le ministère du travail le 14 avril 2026 pour porter nos revendications et remettre près de 20 000 cartes pétitions exigeant le maintien et le développement de la Sécurité sociale.

Le laissez-dire dans les médias est insupportable! Les propos racistes, homophobes se multiplient à l'arrivée de maires issus de l'immigration, homosexuel·les. La CGT, avec d'autres organisations, a signé une tribune dénonçant cette réalité, appelant l'ARCOM à faire son travail de régulateur, les politiciens à ne pas envenimer les débats, les citoyens à porter les valeurs de respect et combattre toute parole raciste pour une société respectueuse de chacun·e. Les maires d'extrême droite ont déjà enlevé le drapeau européen, supprimé des expositions d'artistes qui seraient de gauche, baissé des subventions municipales aux associations culturelles et sociales... La situation en entreprise est aussi inquiétante : dans une entreprise de distribution alimentaire du Nord, Pro à Pro, un responsable déclare devant les grévistes réuni·es qui se battent pour leurs conditions de travail: «*On n'est pas dans un entrepôt de bougnoules*». La CGT est intervenue fortement pour dénoncer ces propos ignobles.

Affûtons nos arguments, présentons les revendications CGT pour un autre projet de société. Pour aider, la CGT organise des formations où les retraité·es sont aussi les bienvenu·es.

Dès maintenant, agissons avec les actifs pour exiger le maintien du 1er mai comme jour chômé et payé pour l'ensemble des salarié·es. De plus, **nous devons gagner un grand 1^{er} mai 2026** avec une mobilisation du monde du travail, des retraité·es, de la jeunesse, de l'ensemble de la population pour porter notre exigence de paix, de solidarité entre les peuples et des nouveaux droits des travailleuses et travailleurs.

Emparons-nous du 28 avril avec les salarié·es lors de la journée de lutte pour la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles. Tout accident du travail, toute souffrance au travail ont un impact sur les conditions de vie, y compris à la retraite.

L'UCR CGT met en débat dans les sections de retraité·es la perspective d'une nouvelle grande journée de mobilisation à l'automne pour peser dans la construction du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2027. Nous avons besoin d'échanger sur cette nécessité lors de nos réunions entre syndiqué·es.

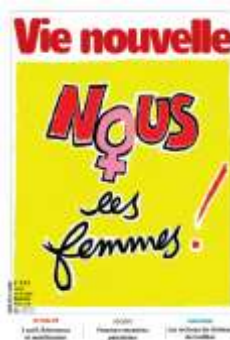
Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation pour la défense et l'amélioration de nos droits sociaux.

Lien pétition [Pas touche au 1er mai!](#) | [La CGT FAPT](#)

Vie syndicale

L'UFR propose une quinzaine de **déploiement des membres de la commission nationale UFR du 8 au 19 juin 2026**. Elles et ils pourraient travailler à organiser des réunions de syndiqué·es retraité·es dans une ou plusieurs sections de leurs régions, avec une seule question: «**comment vis-tu ta retraite, comment vis-tu ton adhésion à la CGT, et/ou ton engagement syndical?**» L'UFR prépare la conférence des 12 au 15 octobre aux Issambres. Des réunions avec les secrétaires de section et les régionaux ont été organisées: bonne participation, débats riches, échanges sur les actions et pratiques en section.

Luttes gagnantes Après 4 jours de grève au centre de tri de Guipavas, le personnel a obtenu maintien des horaires pour 7 agents, fin de service à 0h30 uniquement sur volontariat, maintien des acquis sur les temps partiels, possibilité de passer à temps plein pour les temps partiels, ce qui fera 8 emplois à temps plein supplémentaires sur le site et des repos sur des jours fixes. Des nouvelles écoutes agents seront faites par le directeur.



Ce n° interpelle dès l'édito: **A quand l'égalité des droits?** Le dossier «*femmes, révolution en marche*» nous pousse, hommes comme femmes, à une réflexion indispensable... La diversité des rencontres avec des femmes engagées ouvre des horizons... A lire, à partager... Et à engager une discussion autour du magazine, notamment le 1^{er} mai ! **16 € - 1 an-6 n°**

Le Smic devrait être un outil de justice sociale. Il doit constituer un levier de progrès social et de reconnaissance du travail. Depuis plus de dix ans, les gouvernements successifs se sont limités à des revalorisations automatiques liées à

l'inflation. **Ce choix politique affaiblit délibérément le rôle du Smic** et tire l'ensemble des salaires vers le bas. **Comparé à l'inflation, le salaire mensuel de base n'a pas retrouvé son niveau de 2020. Augmenter les salaires est la préoccupation première des salarié-es**

L'explosion des prix du carburant met + en + de salariés dans une situation intenable! Le gouvernement reste sourd... La CGT soutient la pétition sur change.org d'une syndiquée CGT qui « *refuse de payer pour travailler* ». Pour faire face à la crise économique, à l'inflation des prix du carburant et de l'énergie, la CGT propose 5 mesures immédiates :

- Bloquer, réguler durablement les prix de l'énergie
- Augmenter salaires et pensions
- Réformer en profondeur la fiscalité
- Sortir du marché spéculatif de l'électricité pour faire de l'énergie un levier de réindustrialisation
- Planifier la décarbonation énergétique et industrielle

Projet de loi fraude: le gouvernement vise la fraude aux allocations, pourtant infime, et laisse de côté **l'essentiel de la fraude : fraude et optimisation fiscales, fraude aux versements des cotisations**

socials dans la partie patronale, fraude massive de certains professionnels de santé... Ne pas confondre fraudeurs et l'ensemble des usagers !

La Loi Yadan, proposée par Caroline Yadan, prétendant lutter contre « *les formes renouvelées*

d'antisémitisme », ne répond pas efficacement à la montée de l'antisémitisme, et représente un danger pour les principes de l'État de droit et la liberté d'expression. La lutte contre l'antisémitisme n'a **pas besoin de**

nouvelles incriminations mais de la pleine et juste application des délits prévus à cette fin par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Traite des êtres humains dans les vignes Champenoises: 53 vendangeurs en septembre 2023, hébergés dans des conditions indignes, ont été découverts par l'Inspection du travail. Ces salariés, victimes de traite d'êtres humains, sous-alimentés, étaient logés dans des bâtiments insalubres. Ils travaillaient dans les vignes dans des conditions désastreuses, sans salaire et sous la pression de prestataires mafieux violents et armés. Mercredi 5 mars, la Cour d'appel confirme que les 53 vendangeurs sont bien victimes de traite d'êtres humains. Une victoire ! La CGT continuera le combat pour **rendre visibles les invisibles!**

Orange; la CGT revendique une prime Groupe Monde Les tensions internationales et leurs conséquences touchent TOUS les salariés du groupe Monde. Aussi, sous l'impulsion tenace de la CGT, l'Alliance Mondiale UNI/Orange s'est adressée à la direction pour revendiquer une prime monde comme en 2009. Ensemble, exigeons

une rémunération du travail qui permette à TOUS les salariés d'Orange, partout, de vivre dignement !

L'évaluation des politiques publiques environnementales est essentielle, la CGT réaffirme le rôle démocratique des **CESR** et du **CESE 3 propositions CGT:** garantir la faisabilité des évaluations, renforcer la légitimité démocratique et la

transparence des évaluations, accroître l'utilité des évaluations dans la décision politique.

Le mépris de La Poste : La CGT FAPT s'est adressée à la Poste pour demander la revalorisation immédiate

des salaires sur l'ensemble du Groupe, La création d'un dispositif d'aide à la mobilité et à l'énergie, des mesures pérennes face à la crise du pouvoir d'achat. Réponse de La Poste : je ne peux pas accéder à votre demande de revalorisation des salaires.

Mobilisé-es pour l'éducation : Moyens, salaires, conditions de travail... L'intersyndicale CGT Educ'Action, FSU, Unsa Éducation, CFDT Éducation et SUD Éducation ont appelé à une semaine de mobilisation du 30 mars au 3 avril, avec une journée de grève nationale le 31 mars, pour dénoncer les choix budgétaires du gouvernement et porter leurs revendications.

Dividendes records du CAC 40 en 2025

Les entreprises du CAC 40 ont établi un nouveau record, elles ont versé 107,5 md€ à leurs actionnaires, soit +55% en 4 ans. Le pouvoir d'achat des travailleurs lui a diminué de 3,5% entre 2021 et 2025. Ces 110 md€ redistribués aux actionnaires doivent être mis à contribution, plutôt que de faire peser le coût des cadeaux fiscaux sur le monde du travail.

Interdiction de manifester à Bordeaux

Après les élections municipales, l'UCR CGT, a dénoncé l'interdiction par la Préfecture de Bordeaux aux retraité-es de manifester, jeudi 2 avril 2026. Avec T. CAZENAVE à la mairie et une préfecture à la botte de la macronie, la doctrine sécuritaire ampute les libertés et prive la population d'exprimer son refus de la politique néfaste et anti-sociale du gouvernement

Non au « Règlement retour » ! Ne laissons pas l'Union européenne (UE) céder à l'inhumanité et à la xénophobie Le « Règlement retour », adopté par l'Europe ce 26 mars,

constitue une étape de la politique migratoire indigne qui rend l'Europe complice de violations des droits humains. Le but est de renforcer la politique d'expulsions des étrangers en situation irrégulière. Le collectif « **Né-es ici ou venu-es d'ailleurs** » appelle à une mobilisation des citoyens, pour dénoncer ce texte honteux et défendre un projet de société humaniste.

